

Stéphane de Tapia & Julien Thorez, Marlène Bouvet
26 janvier 2010

Les territoires des nations turques

Café géo animé par Michel Sivignon, avec pour invités Stéphane de Tapia (chercheur au CNRS et spécialiste de la géographie de la Turquie) et Julien Thorez (chercheur au CNRS et spécialiste de la géographie de l'Asie centrale), le mardi 26 janvier 2010 au Café de Flore.

Gilles Fumey introduit ce premier Café géo parisien de l'année 2010 en remerciant Michel Sivignon pour avoir proposé cette discussion sur les territoires turcophones, qui interroge autant les identités que les spatialités des populations turques, turciques et turcophones. C'est dans un Café de Flore trop petit pour l'occasion qu'il laisse la parole à Michel Sivignon qui anime la soirée.

Michel Sivignon rappelle, en introduction, qu'il est nécessaire de s'interroger sur le pluriel du mot « nation » : il n'y a qu'une seule république turque (la République de Turquie) et les autres nations se disent turkmène, ouzbèke... Le débat est complexe dans la mesure où il faut, d'un point de vue français, appréhender avec aisance et compétence les territoires de l'Asie centrale.

Stéphane de Tapia, directeur de recherche au CNRS, est spécialiste du monde turc (Turcs, Turquie et diaspora turque). Il travaille également sur les territorialités et la nation turque. Julien Thorez, chargé de recherche au CNRS, est spécialiste de l'Asie Centrale. Ce sont deux points de vue différents, car chaque chercheur travaille à partir de sa propre histoire, de son propre point de vue, lentement acquis à travers une familiarité avec ces espaces. Stéphane de Tapia travaille à partir de la langue turque, tandis que Julien Thorez travaille à partir de la langue russe. La différence de langue entraîne bien évidemment une divergence de points de vue dans ce qui est une science sociale : cela constitue d'ailleurs un enrichissement pour le débat présent.

Michel Sivignon laisse alors la parole à Stéphane de Tapia qui propose une présentation du monde turc en plusieurs points, et propose des éclairages sur les langues turques, les populations de langue turque et les territoires du monde turc.

DIVERSITE LINGUISTIQUE ET VASTITUDE DU MONDE TURC

Il n'y a qu'une République turque, mais il y a différentes langues turques ou turciques. Quoique d'une même origine, elles se sont déployées, ont évolué, différemment selon les lieux, un peu à la manière des langues latines ou germaniques dans l'espace européen. Selon les régions, l'influence de l'arabe (langue liturgique), ou celle du persan (langue de culture), ou plus à l'Est celle du mongol ou du chinois, sont plus ou moins perceptibles. L'espace couvert par ces langues turques et/ou turciques est considérable : il va du Bosphore stambouliote, voire des Balkans, jusqu'au Nord-Est de la Sibérie (Iakoutie). D'ailleurs, il est à noter que les langues turciques peuvent être aussi différentes entre elles que les langues latines peuvent l'être (comme le portugais l'est au français ou le suédois à l'allemand ou à l'anglais pour le groupe germanique).

Ainsi, dans cet espace de 8.000 à 10.000 km de développement Est-Ouest reliant les Balkans au Xinjiang, on rencontre des personnes très variées, aux types ethniques bien plus variés que l'est elle-même la variété linguistique. Le terme *Türk* en Turquie signifie aussi bien turc (de Turquie) que turcique (d'Eurasie). Pour noter la divergence, sous condition que l'on veuille le faire, on utilise *Türk* et *Türki*. Le doublet turc/turcique en français renvoie à l'anglais *turkish/turkic*, plus fréquent, destiné à différencier les deux espaces, mais il ne recoupe pas les divisions linguistiques puisque turc, azerbaïdjanais et turkmène appartiennent à la même famille. La distinction, rejetée par les nationalistes turcs, est plus politique que linguistique.

La turcophonie est partagée par une quarantaine de peuples différents. Les plus connus sont les Turcs de Turquie (République de Turquie), regroupant une population d'environ 76 millions d'habitants (y compris la minorité kurde, qui est en grande partie turcophone, même si l'on peut en exclure les personnes âgées, surtout des femmes n'ayant parfois pas été scolarisées et n'ayant par définition pas effectué de service militaire).

Numériquement parlant, le second peuple türk/turcique correspond à celui des Ouzbeks, qui sont aujourd'hui 26 millions, avec une importante minorité tadjike persanophone, minimisée dans les statistiques, mais généralement aussi turcophone. Il existe d'ailleurs d'étonnants mélanges des deux langues, calques syntaxiques selon les spécialistes, pour des locuteurs souvent bilingues de fait.

Le troisième peuple turcophone correspond aux Azerbaïdjanais, que l'on peut estimer à 20 ou 25 millions de personnes. Cependant, il existe deux Azerbaïdjan : un Azerbaïdjan indépendant, précédemment soviétique, celui du Nord (République d'Azerbaïdjan), comptant 8 millions d'habitants, et recelant de nombreux gisements pétroliers, bien différent de l'Azerbaïdjan du Sud, en République islamique d'Iran. Dans ou autour de l'Azerbaïdjan du Sud, dénomination en usage chez les nationalistes azerbaïdjanais, existent également d'autres minorités turkènes ou turcophones comme les Kashkaï ou les Khaladj dans le centre de l'Iran (entre autres groupes). Selon le dernier recensement iranien, on décompte dans ce pays 19.500.000 turcophones.

Les autres peuples turcophones (Kazakhs, Ouïghours, Kirghizes, Tatars...) présentent des populations beaucoup moins nombreuses. Le problème le plus crucial se situe bien sûr au Xinjiang chinois, où les Ouïghours, musulmans sunnites, cohabitent avec les Hans. A partir du 5 juillet 2009, des incidents très graves se sont produits sur ce lieu d'interface. Stéphane de Tapia précise qu'il se trouvait alors à Istanbul, dans les locaux d'une association ouïghoure où assistant à la mobilisation des Ouïghours de la diaspora. Il a pu constater l'ampleur de leur émotion. Des Ouïghours de Chine arrivaient en catastrophe, étudiants en Turquie, inquiets de la nature des événements accueillis par des Turcs d'origine ouïghoure... tout comme des Turcs d'origine ouïghoure essayaient de se renseigner, sans nouvelles de leur fils ou fille parti à Urumqi pour y faire des études.

Après cette précision, il revient à son énumération des peuples turcophones. On estime qu'une quarantaine de peuples différents parle une langue turque du groupe altaïque (qui comprend aussi les langues mongoles et toundgouses-mandchou). Il existe de nombreuses petites populations turcophones en voie de disparition, tels que les Tsaatan (Gens du renne) de Mongolie en voie de mongolisation, c'est-à-dire d'assimilation linguistique au mongol (on ne dénombre plus que 100 ou 200 locuteurs tsaatan aujourd'hui) ou certains peuples de Sibérie comme les Dolghanes de Taymir au nombre de 6.000. Il existe un certain nombre de peuples en situation intermédiaire, comptant de 200.000 à 500.000 personnes (par exemple, celui des

Sakha plus connus sous le nom de Iakoutes). On ne doit pas non plus oublier les populations caucasiennes : Balkars, Karatchaïs, Koumyks, Trukmens... Le Daghestan (Sujet de la Fédération de Russie) compte officiellement 80 nationalités différentes !, dont plusieurs sont turcophones comme les Koumyks et les Nogays. Dans la province russe de Stavropol située dans le Caucase-Nord ou au Kazakhstan indépendant, environ 120 nationalités sont comptabilisées et souvent représentées politiquement : on peut parler d'une mosaïque de langues turciques noyée dans un océan linguistique extrêmement varié.

Enfin, la turcophonie concerne de 3 à 4 millions de personnes émigrées (plus de 7 millions en comptant les retours vers la Turquie !) auxquelles s'ajoutent les minorités d'Europe orientale (environ un million de personnes). Il s'agit alors des Turcs de Bulgarie (les plus nombreux), des Turco-musulmans de Grèce du Nord et des Chypriotes turcs. On rappellera en l'occurrence, à propos de Chypre, qu'un territoire de l'Union européenne est occupé par une armée non-européenne, l'armée turque (la Turquie est pourtant membre de l'OTAN, de l'OCDE, du Conseil de l'Europe comme de toutes les institutions européennes à la notable exception de... l'Union européenne).

Si l'on tente de les regrouper selon leur proximité linguistique (intercompréhension), on pourrait dire que les habitants de la Turquie, de l'Azerbaïdjan et du Turkménistan constituent de très proches cousins. En effet, ils partagent la même origine : des tribus turques du groupe occidental dit oghouz avaient déferlé d'Asie centrale sur l'Anatolie, l'Iran du nord et le Moyen-Orient, et turquisé ces trois régions à l'époque seldjoukide (X^{ème} - XI^{ème} siècles).

Poursuivant sa typologie, Stéphane de Tapia précise que l'on peut ensuite établir un second groupe, « septentrional » ou kypchak : il regroupe les Tatars, les Kazakhs, les Kirghizes... Si ces langues restent relativement proches de celles du premier groupe pour les linguistes, elles ne sont pas immédiatement intercompréhensibles.

Enfin, le groupe le plus oriental correspond à celui des Ouïghours et des Ouzbeks. Mais ces derniers parlent un turc très iranisé, assez facile à lire (surtout depuis le passage aux caractères latins) mais très difficile à comprendre à l'oreille : il donne tout simplement l'impression d'entendre parler persan.

Le Tatarstan est, quant à lui membre, de la Fédération de Russie, tout comme la République de la Tchouvachie (certains linguistes prétendent que les Tchouvaches seraient les descendants les plus directs des Huns).

LA FAIBLE DENSITE DE PEUPLEMENT DE CERTAINS TERRITOIRES

Ainsi, l'espace turcophone est très étendu, allant des Balkans à la Mandchourie, où des Kirghizes ont été déportés par les Chinois autour de la petite ville de Fu-yu). Ce sont des espaces très vastes : la Iakoutie occupe une superficie grande comme cinq à six fois la France (3 103 200 km²) avec moins de 2 millions d'habitants (en majorité russe). Cependant, si la superficie du Kazakhstan représente 2.717.300 km², sa population n'atteint néanmoins que 14-15 millions d'habitants : cela est imputable aux émigrations qui ont marqué la fin de l'URSS dans ces régions. Cependant, certains émigrés russes, mal accueillis à Moscou et en Russie, préfèrent revenir au Kazakhstan, pays dont le PIB augmente rapidement en raison de l'extraction pétrolière.

De manière générale, il faut bien avoir conscience que cette immensité, cette vastitude géographique occasionne pour nous, pour les Etats et pour les populations locales une certaine difficulté à trouver des points d'ancrage. En effet, certains terrains sont disputés car y vivent des populations d'origines diverses, venues d'autres pays ou d'autres régions (par exemple, on appelait le Nord de l'Afghanistan le « Turkestan afghan » dans les années 1920-1930, dénomination réfutée par les Afghans depuis les années 1950). Ces régions sont souvent disputées parce que susceptibles d'être revendiquées par plusieurs nations : les Afghans *watani* (au sens d'originaires de la patrie afghane) sont remontés vers le Nord souvent peuplé d'Ouzbeks et de Turkmènes souvent *mohajjer* (migrants, car venus du Turkestan russe), tout comme les Persans se sont dirigés vers l'Azerbaïdjan autrefois en position dominante. Les Russes, eux, sont descendus vers le Kazakhstan et, via la collectivisation des années 1930, ont entraîné la disparition du mode de vie nomade, impliquant un changement important dans le rapport au territoire : de campements nomades, on est passé à des villages agricoles sédentaires et des cités minières et industrielles.

L'ABSENCE D'UNIFICATION DU MONDE TURC DANS L'HISTOIRE

Ce monde turc n'a jamais été unifié. En effet, l'Empire ottoman ne s'était développé qu'autour de la Méditerranée et vers l'Europe du Sud-Est en particulier : sur les Balkans, l'Afrique du Nord (jusqu'au Maroc), peu dans le Caucase (surtout par le biais d'alliés comme les Tcherkesses ou Circassiens), sur la Crimée par vassaux interposés (les Tatars de Crimée renforcés de quelques garnisons ottomanes). On entend parfois dire, ou on lit dans la presse, que la Turquie s'intéresse aux espaces centrasiatiques parce qu'autrefois ottomans, ce qui est une erreur historique majeure.

Le seul ciment d'unification, c'est l'Islam mais encore est-il bien différent d'un pays à l'autre. L'Empire mongol (XIIIème et XIVème siècles) a unifié une bonne partie de l'Eurasie, de la Slovaquie à la Corée, de la Sibérie à la Birmanie ; les guerriers turcophones sont devenus un fer-de-lance de l'empire mongol. Cela a même constitué le seul moment où la turcophonie a été intégrée à un empire unifié mais sous domination mongole. Mais il y a ensuite eu estompement de cette domination mongole, morcellement de l'Empire et donc, reprise de l'autonomie des peuples, apparition de nouveaux empires comme celui des Ottomans ou celui des Timourides, voire même la Moscovie. Il est notable que, dans l'intervalle, les Mongols se sont souvent islamisés et turquisés (Iran, Asie centrale, Russie). Ainsi, beaucoup de nobles russes sont d'origines « tatares » (avec les désinences -in, -ev / -eva, -ov / -ova à la fin des patronymes : de Borodine ou Rimski-Korsakov, compositeurs connus à Koutouzov, général russe vainqueur de Napoléon ou les princes Mansurov, Karamzine...).

En fait, on peut parler de véritables cassures ou ruptures dans le monde turc, entre Turcs occidentaux (Ottomans) et orientaux (Asie centrale dite autrefois Turkestan russe). Celles-ci se sont produites en deux temps :

1/ La période séfévide : les musulmans d'Iran, optent pour le chiisme iranien et l'imposent définitivement (les Alévis turcs sont d'ailleurs de la même origine que les Chiites iraniens d'Azerbaïdjan, se réclamant de la fidélité à Ali, neveu et gendre du Prophète, massacré à Kerbela, actuel Irak). Alors que les Ottomans deviennent les véritables champions du sunnisme (branche majoritaire de l'Islam en Turquie et en Asie centrale), les Séfévides seront les champions du chiisme. Il s'agit donc au premier chef d'une cassure religieuse entre cousins au départ très proches puisque de même origine ethnique, voire parfois tribale, comme les

Avshars aujourd'hui présents en Turquie comme en Iran. Cette tribu a même un moment fourni à l'Iran un shah.

2/ L'arrivée des Russes dans le Caucase : pendant environ 1.000 ans, l'empire d'Iran a été sous direction turcophone. Akkoyunlu, Karakoyunlu, Séfévides, Avshars, Kadjars, gardent le pouvoir jusqu'en 1925. Mais ils se sont en grande partie culturellement iranisés, jusqu'à la révolution de Mohammed Reza Shah et la construction d'un Etat-nation iranien, nouvelle dénomination officielle de ce que l'on nommait historiquement la Perse. L'Iran aurait pu devenir, comme l'Azerbaïdjan ou l'Ouzbékistan, un espace turcophone, mais le système impérial n'a jamais visé l'assimilation des peuples conquis. Alors que la frontière entre Iran chiite et Turquie sunnite est fixée de façon assez stable vers 1630, la descente des Russes vers les « mers chaudes » vient scinder en deux la région turcophone de l'Azerbaïdjan : par la signature des traités de Golestân [Gülistan] (1809) et Torkmantchay [Türkmençay] (1828), la Russie prend le contrôle de tout le Caucase du sud, jusqu'alors territoire plus ou moins indépendant, subdivisé en khanats rivaux, mais disputé entre Ottomans et Iraniens.

La turcophonie est donc cassée en morceaux, pour ainsi dire, depuis déjà longtemps. Cependant, peut-on parler d'influences réciproques entre l'Asie centrale et la Turquie ?

LES LIENS HISTORIQUES ENTRE TURQUIE ET ASIE CENTRALE

La Turquie est devenue, avec l'Empire ottoman mais surtout à partir de 1517 (prise de la ville du Caire et récupération du titre de Calife) un centre religieux mondial de l'Islam sunnite. De nombreuses reliques de la Mecque se trouvent à Istanbul au Palais de Topkapı. Le Calife étant aussi le Sultan, il était auréolé d'un grand prestige auprès des peuples musulmans. Ainsi, des habitants d'Asie centrale appartenant à certains courants religieux, des pèlerins, mais aussi des intellectuels se rendant à la Mecque, effectuaient-ils un passage obligé par Istanbul (pour rencontrer le Sultan, fréquenter les Universités, symboles à la fois de modernisme et de prestige). D'ailleurs, certains d'entre eux font souche en Turquie. Des témoignages de cet enracinement s'inscrivent dans l'espace des anciennes villes turques : tombes des cimetières ottomans présentant des noms d'Asie centrale (à Istanbul, Aksaray en Anatolie centrale), couvents de derviches dits Al Boukharî, Al Kashgarî, mosquées anciennes ou récentes à Ankara (Pir-i Türkistan) et surtout à Istanbul, Bursa, tombes de saints personnages... La marque de ces influences anciennes apparaît aussi à travers des personnages mythiques de l'Asie centrale, que l'on va retrouver en Turquie. Ainsi, l'un des plus grands personnages de l'Islam turc est enterré à Konya (Mevlânâ Celaleddin-i Rumi, né à Balkh, actuel Afghanistan). A Bursa, tombeau d'Emir Sultan, né à Boukhara, qui avait épousé une fille du Sultan. Haci Bektach est également un personnage très important dans la définition de l'Islam turc : il serait arrivé sous forme de colombe ou de cerf d'Asie centrale. Les *tarikats*, confréries religieuses centrées sur l'enseignement d'un maître, très présentes dans l'Islam populaire turc et centrasiatique, aujourd'hui encore, sont souvent d'origine centrasiatique, comme les Mevlevî fondés par Mevlânâ (plus connus sous la dénomination de derviches tourneurs), les Bektashîs ou les Naqshibendîs. Ces confréries se réclament d'Ahmet Yesevî, et ce n'est certes pas un hasard si le gouvernement turc a financé la restauration de son mausolée dans la ville actuellement kazakhstanaise de Türkistan et ouvert une université dans cette ville.

Dans la même logique d'une influence indirecte de la Turquie sur l'Asie centrale, il est à retenir qu'au XVIII^{ème} siècle, de nombreux personnages d'Asie centrale, du Caucase, de la région située entre Oural et Volga, les Djadids (réformistes) en rupture avec la dynastie des tsars Romanov s'exilent et font leurs humanités à Istanbul. On peut signaler que le premier

journal moderne turcophone : Tercüman ("*l'interprète*" en turc) a été publié par un Tatar criméen, Ismail Gasprinski et que ce titre a ensuite été repris en Turquie. Egalement, à la suite de la révolution soviétique, de nombreux intellectuels vont faire souche en Turquie. Ils sont d'ailleurs, à l'époque d'Atatürk) parmi les fondateurs de l'Université d'Ankara.

L'influence des Turkestanais ou des habitants de l'Idel-Ural (Volga-Oural) devient alors très importante, malgré leur faible nombre, alors que l'Empire ottoman s'était désintéressé pendant des siècles de la question de l'Asie centrale. C'est seulement à partir du moment où les Occidentaux ont conquis la Méditerranée, les Indes et les Balkans, que les Ottomans se sont, tardivement, penchés sur la question, envoyant armes, conseillers militaires et aides financières, à certains responsables politiques comme Yakoub Bek, éphémère souverain autoproclamé du Turkestan oriental chinois (1870-1877). Les Turkestanais des années 1920 sont parfois rejoints après la guerre par des soldats turkestanais enrôlés dans la Wehrmacht, faits prisonniers par les Alliés qui ont toutefois refusé de les « rendre » à Staline, ou un peu plus tard par des responsables politiques ouïgours partis de Chine (1954-1969).

NAISSANCE DES MOUVEMENTS POUR UNE UNIFICATION DU MONDE TURCOPHONE

C'est à la fin du XIX^{ème} siècle qu'il y eut une réelle mise en place de l'ottomanisme (idéologie de l'union des peuples très divers de l'Empire sous la conduite du Sultan), du panturquisme (union des peuples turcophones, à l'image du pangermanisme, du panslavisme), ou du pantouranisme... Ce dernier terme requiert d'ailleurs une explicitation. C'est un mouvement qui naît paradoxalement dans des lieux aussi divers qu'Helsinki, Budapest, Moscou, ou St-Petersburg, se transmet vers les rives de la Volga et de la mer Noire (Crimée) et souligne l'idée selon laquelle les peuples d'Asie centrale, de Haute Asie, les Magyars et les Finnois (dont les langues obéissent aux mêmes structures grammaticales et syntaxiques) seraient de même origine linguistique, le Touran étant un terme iranien médiéval où il est opposé à Iran. Les Touraniens sont les ennemis nordiques des shahs de Perse dans la littérature classique persane (le *Shah-Nâme* ou Livre des Rois de Firdousi) ; ils ne sont pas connotés ou définis ethniquement, toujours est-il qu'ils sont souvent turcophones. Ce mouvement survient au moment où naît le concept de famille linguistique indo-européenne : auparavant, on pensait que les langues latines n'avaient rien à voir avec les langues indiennes ou slaves, mais les travaux de grands linguistes tels que de Saussure, Benveniste, Dumézil, ont permis de retracer une origine commune. Ce même travail a été effectué pour les langues altaïques, c'est-à-dire le groupe turc-mongol-toungouse-mandchou, voire avec le coréen et le japonais. Elles présentent les mêmes structures syntaxiques, ce qui n'implique pas de filiation automatique (l'inuit ou le basque, l'étrusque, ont le même fonctionnement). Mais là où le parallèle est le plus fort, c'est encore entre le turc et le mongol.

DES VOYAGEURS EUROPEENS DANS LE MONDE TURCOPHONE : LES HONGROIS

Le pantouranisme, ou recherche de l'unité des peuples du Touran, correspond aussi à l'idéologie qui en découle, mise en partie en place par de nombreux chercheurs ou penseurs hongrois. Les Hongrois ont été de grands découvreurs des cultures turciques, jusqu'au compositeur et musicologue Béla Bartók qui a beaucoup travaillé sur les musiques anatoliennes. Ils ont longtemps entretenu un rapport de curiosité vis-à-vis du monde turc. Certains Hongrois ont voyagé à travers le monde turc, par exemple Arminius Vambery (Juif de Hongrie) qui n'hésita pas à apprendre le turc et l'islam à Istanbul. Il se rendit ensuite dans

les émirats de Khiva, Boukhara et Samarkand, pénétrant dans des pays interdits aux non-musulmans. Sa hantise était d'ailleurs d'être reconnu par un Ouzbek rencontré à Istanbul car il risquait de se faire décapiter ou enlevé comme esclave. Il pense d'ailleurs avoir été identifié, sans pourtant être dénoncé... Mais, de façon générale, d'autres voyageurs visitent ces contrées d'Asie Centrale. Ils vont jusqu'au Tibet, en Mongolie... et seront avec les Russes les inventeurs d'une nouvelle science : la turcologie, étude des textes anciens et des structures des empires turcophones médiévaux. Ce qui nous permet de saisir l'importance de la turcologie en tant que science pour de vastes territoires.

L'INDEPENDANCE DES REPUBLIQUES, UNE OCCASION POUR LA TURQUIE D'ETENDRE SON INFLUENCE EN ASIE CENTRALE ?

Dans les années 1990, les différentes républiques soviétiques ont tardivement accès à leur indépendance, sans être autrement volontaires. L'une des conséquences les plus tangibles est que les nouveaux Présidents sont généralement les anciens secrétaires républicains du Parti Communiste soviétique. Pour le dire clairement, les Turcs foncent alors dans la brèche. En effet, ils s'emploient à mettre en avant certains éléments leur donnant l'avantage sur les Russes, comme le fait d'être musulmans et turcophones. Certaines rumeurs prétendent qu'ils y auraient été poussés par la CIA américaine... Quoiqu'il en soit, on assiste à la création, au sein de l'Etat turc, d'agences gouvernementales tournées vers l'Asie centrale, dans une démarche quelque peu « postcoloniale » et paternaliste. Si l'on devait *grosso modo* exprimer le discours de la diplomatie turque, cela ressemblera à ceci : « Nous, les Turcs, sommes au niveau des Occidentaux en ce qui concerne l'organisation politique, la démocratie, la technologie, et nous sommes les détenteurs du véritable islam. Nous allons vous construire des ponts d'or vers l'économie européenne et occidentale ».

Cependant, cette tentative tourne vite à la déception partagée, aussi bien par les Turcs que par les Centraasiatiques, et ce pour plusieurs raisons. D'abord parce que parler turc, ce n'est pas parler ouzbek ou encore moins kazakh : l'intercompréhension linguistique n'est pas immédiatement réalisable. Ensuite parce que les Turcs ont commis l'erreur fatale qui consistait à jouer les grands frères : les ex-républiques soviétiques n'avaient plus envie d'être patronnées, même si elles acceptaient une certaine persistance de la présence des Russes et une relation privilégiée avec Moscou, contrairement aux républiques baltes ou aux Tchétchènes qui ont clairement opté pour l'indépendance, avec les conséquences que l'on sait pour la Tchétchénie.

CONCLUSION DE L'EXPOSE INTRODUCTIF

De nombreux liens existent ou pourraient être activés entre Turquie et Asie centrale, mais l'émergence de nouveaux Etats-Nations sur des bases créées sous Staline ne tend pas nécessairement à les favoriser. Désormais, chaque Etat veut montrer son indépendance et son originalité.

Par ailleurs, les langues turcophones présentent différents alphabets. Certes, les Turcs ont volontairement adapté un alphabet commun « panturquiste », duquel l'alphabet azerbaïdjanais n'est pas éloigné, ou l'alphabet turkmène encore proche. L'alphabet turkmène est relativement accessible (même si, du fait du président dictateur Niyazov qui s'est lui-même renommé Türkmenbaşy - littéralement le « chef des Turkmènes » -, les relations avec le monde extérieur ont été compliquées).

On rencontre un obstacle inattendu en Ouzbékistan : on a beau avoir changé officiellement d'alphabet (tous les documents officiels sont en caractères latins), les gens continuent de fonctionner avec l'alphabet cyrillique au quotidien. La question de l'alignement sur l'alphabet latin est encore en débat parmi les Tatars, Kirghizes et autres. En effet, la part des turcophones dans certains Etats est fort variable (au Kazakhstan, par exemple, elle reste relativement faible malgré un rééquilibrage récent en faveur des Kazakhs), ce qui pose la question de la légitimité d'une transformation globale pour une minorité linguistique.

Finalement, les Républiques d'Asie centrale tentent de se reconstruire en composant avec un équilibre instable, notamment vis-à-vis des Russes. Ceux-ci ont parfois proposé des rattachements à la Russie de villes frontalières, voire de régions entières peuplées en majorité de russophones. En attendant, les Républiques turcophones bâtissent de toutes pièces de nouvelles capitales : des pays comme le Kazakhstan ou le Turkménistan en ont les moyens grâce aux revenus des gisements pétroliers. De telles constructions visent, bien entendu, à produire un effet grandiose pour montrer au monde entier que les Etats sont autonomes et efficaces. Ashkabad (Turkménistan) a été reconstruite sur place mais le gouvernement kazakhstanais a décidé de déménager la capitale d'Almaty (proche de la frontière chinoise) à Akmola renommée Astana, avec l'objectif de recentrer le territoire, un peu à la manière d'Atatürk transférant la capitale turque d'Istanbul à Ankara. La confiance envers les Russes reste limitée, mais cela n'empêche pas le russe d'être devenu la seconde langue officielle de plusieurs républiques indépendantes. Il s'avère que l'on a plus de chances de trouver des russophones que des turcophones dans les grands pôles urbains.

Stéphane de Tapia achève ainsi son introduction historique, qui offre une première analyse des conséquences actuelles des événements relatés.

Julien Thorez prend ensuite la parole, pour aborder plus spécifiquement le cas de l'Asie centrale postsoviétique, c'est-à-dire des quatre Etats turcophones que sont le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan, ainsi que du Tadjikistan où la population est majoritairement persanophone. Il s'attache tout d'abord à rappeler quelques faits, afin de souligner à quel point le cas géographique du monde turcique a connu de grandes transformations depuis 1991.

UNE INDEPENDANCE ASSUMEE MAIS NON RECLAMEE

Comme Stéphane de Tapia l'a rappelé, depuis 1991, cinq Etats indépendants et souverains existent pour la première fois en tant que pays indépendants en Asie centrale, ce qui constitue une spécificité par rapport à la plupart des autres républiques postsoviétiques. En particulier, les pays Baltes (Lettonie, Lituanie, Estonie) ou ceux du Caucase (Arménie et Géorgie) n'ont fait que renouer, après 1991, avec une construction étatique très ancienne.

Quelles ont été les conditions de l'accès à la souveraineté en Asie Centrale ? On peut constater que l'indépendance fut plus acceptée que recherchée, la région ne connaissant pas durant la perestroïka de mouvements nationalistes d'ampleur comparable à celle des mouvements indépendantistes géorgiens ou baltes. A ce titre, l'URSS a moins éclaté qu'implosé par le centre. Accédant à l'indépendance à la fin de l'année 1991 (et même en décembre pour le Kazakhstan), les pays d'Asie centrale ont par ailleurs conservé une certaine proximité avec la Russie.

LA CONSTRUCTION POLITIQUE ET TERRITORIALE D'ETATS-NATION

Les Etats d'Asie centrale ont mobilisé les structures politiques et administratives héritées des républiques soviétiques pour exercer leur souveraineté et asseoir leur stabilité après les indépendances. Ils ont, par ailleurs, élaboré une nouvelle rhétorique étatique et nationale conforme avec leur nouveau statut géopolitique. En mobilisant les sciences sociales, il s'agissait notamment de réécrire l'histoire, de redéfinir les panthéons nationaux en valorisant de nouveaux héros : des figures phares de l'époque des grands Empires, telles que Tamerlan en Ouzbékistan, sont devenus des héros nationaux et se sont substitués au panthéon soviétique.

Bien que fondés sur une nationalité éponyme, les pays d'Asie centrale connaissaient à leur indépendance une grande diversité ethnique et linguistique, ce qui pouvait constituer une difficulté dans devant l'exigence d'affirmation et de construction des nouveaux Etats. Schématiquement, l'Asie centrale embrasse des populations turcophones, persanophones et « russophones ». On peut considérer que cette dernière catégorie rassemble l'ensemble des populations arrivées dans la région de façon volontaire, encouragée, forcée ou coercitive durant les périodes tsariste et soviétique. Dans cette acception, outre les Russes, les Ukrainiens ou les Biélorusses, elle comprend donc les « peuples punis », les populations déportées dans les années 1930 et 1940, depuis le Caucase, la partie européenne de l'URSS et l'Extrême-Orient (Meskhètes, Tchétchènes, Allemands, Polonais, Coréens, etc.).

La population des pays d'Asie centrale est donc composite, d'autant que les frontières politiques ne correspondent qu'imparfaitement aux aires de peuplement, malgré le principe national ayant présidé à la réforme territoriale conduite dans les années 1920 et 1930 par l'Etat soviétique. Par conséquent, au moment des indépendances, les nouvelles frontières ont fait l'objet de revendications territoriales de la part de mouvements nationalistes (et non pas de la part des Etats, devant les risques de déstabilisation potentiels). Par exemple, des mouvements nationalistes tadjiks du Tadjikistan revendiquaient la possession de Boukhara et de Samarkand, villes persanophones à l'histoire millénaire situées en Ouzbékistan.

Depuis 1991, les pays d'Asie centrale sont engagés dans une politique de construction territoriale de l'indépendance, qui se fait à l'échelle nationale comme internationale (à travers l'établissement des relations avec les puissances mondiales et régionales, notamment avec la Turquie). A l'exception du Kazakhstan, ils connaissent dans le même temps un processus de glissement du Nord vers le Sud, en raison de la crise profonde qui s'est déroulée dans les années 1990, à la suite de la désintégration du système de production et d'échanges soviétique. Il convient également de signaler que le Tadjikistan a été en proie à une guerre civile de 1992 à 1997. A cet égard, nous avons donc globalement affaire en Asie centrale à une trajectoire postsoviétique très particulière.

LA MULTIPLICATION DES ACTEURS

Une conséquence majeure de l'indépendance de 1991, est l'apparition de nouveaux acteurs dans les mécanismes de production d'espace - c'est-à-dire dans les processus territoriaux et sociaux.

Il s'agit d'abord de nouveaux acteurs géopolitiques, des puissances régionales (la Turquie, l'Iran, et secondairement le Pakistan) qui interviennent en Asie Centrale. Mais cette catégorie

comprend également les puissances mondiales telles que la Chine, l'Union européenne et les Etats-Unis, qui font de cette région le cœur de luttes d'influences majeures.

On assiste également à l'apparition de nouveaux acteurs économiques, que ceux-ci soient officiels (différentes entreprises investissent dans ces nouveaux marchés, notamment les entreprises pétrolières européennes, nord-américaines ou chinoises) ou informels. Cette dernière catégorie renvoie notamment à la généralisation des petits commerçants, qui semblent jouer un rôle modeste, mais sont pourtant décisifs dans le processus d'insertion des pays centre-asiatiques dans les réseaux marchands de la mondialisation par le bas.

LE ROLE DES FRONTIERES DANS L'INDIVIDUALISATION DES TERRITOIRES

L'indépendance n'est pas uniquement un terme abstrait : c'est également une réalité à construire. Parallèlement à la réécriture des mythes fondateurs et aux changements politiques, on assiste à l'orchestration de changements territoriaux destinés à individualiser les territoires hérités en 1991. A l'échelle nationale, les politiques d'aménagement du territoire reposent sur la mise en œuvre de trois principes :

1/ L'activation des nouvelles frontières. Longues de plus 15.000 km, elles représentent la moitié des frontières instaurées dans le monde depuis 1991. Ces frontières, qui furent tracées dans les années 1920 et 1930 par le pouvoir soviétique, n'étaient pas jusqu'en 1991 fonctionnalisées. Elles s'apparentaient dans le système spatial soviétique à des frontières régionales, à des limites administratives perméables et aisément franchissables. Depuis les indépendances, ces dyades ont acquis un nouveau statut et font l'objet d'une politique frontalière différente.

2/ L'ajustement des réseaux à la nouvelle carte politique. Or, à l'époque soviétique la politique de développement des réseaux de transport avait été conçue à l'échelle non pas nationale mais régionale

3/ La rénovation des lieux du pouvoir. Ainsi, le Turkménistan a sous l'impulsion du président Niazov « Turkmenbachi » remodelé la capitale, Achgabat, tandis que le Kazakhstan a décidé de transférer la capitale d'Albati Almaty vers Astana. L'implantation de la capitale dans une région où le peuplement est majoritairement russe et exogène n'est pas innocente. Mais il s'agit avant tout de matérialiser le changement de souveraineté.

L'IMPACT IDENTITAIRE DE LA REACTIVATION DES FRONTIERES

L'activation des frontières modifie considérablement le quotidien des populations, ainsi que leurs représentations. Les frontières sont devenues de véritables barrières juridiques, dimension rendue particulièrement sensible par l'institution de systèmes de visa (en dépit du traité garantissant la libre circulation aux ressortissants de la CEI signé à Bichkek en 1992).

La nouvelle politique frontalière s'accompagne de l'émergence de territorialités nationales au détriment des territorialités régionales, et entraîne une prise de conscience de l'appartenance aux nouveaux Etats. Les frontières étatiques sont devenues des frontières identitaires : les identités civiques, kazakhstanaïses, kirghizstanaïses, ouzbékistanaïses, tadjikistanaïses et turkménistanaïses se sont développées.

Cette réflexion intéresse les géographes dans la mesure où les politistes insistent sur la dimension ethnique des changements politiques, à tel point que l'on a qualifié ces républiques d'ethnocraties ! L'approche par le territoire permet de constater que l'on a, en même temps que la valorisation de la nationalité éponyme, le développement d'identités civiques.

LA REORGANISATION DES RESEAUX

Les espaces nationaux, 1991, n'étaient pas fonctionnels du fait de leur cloisonnement et de leur écartèlement. A l'échelle des mailles étatiques, on peut, de ce point de vue, identifier trois modèles d'organisation de l'espace :

1/ Au Kazakhstan et au Turkménistan, les principaux foyers de peuplement sont situés en position périphérique, au nord et au sud, et sont séparés par de vastes étendues steppiques et/ou désertiques.

2/ Au Kirghizstan et Tadjikistan, les principaux foyers de peuplement sont localisés en situation périphérique, sur des piémonts séparés par de vigoureux axes montagneux.

3/ L'Ouzbékistan combine ces deux modèles d'organisation de l'espace, les foyers de peuplement étant séparés par des axes montagneux à l'Est et au Sud, et par des étendues désertiques à l'Ouest.

A partir du moment où les autorités centre-asiatiques ont décidé d'activer les frontières, l'on a pris conscience de la profonde inadéquation des réseaux et des frontières. Dans le cadre du système territorial soviétique, les principes qui gouvernaient la circulation reposaient sur le contournement des obstacles géographiques (montagnes, déserts) et la traversée des limites inter-républicaines. Désormais, il s'agit d'éviter les franchissements de frontières tout en traversant les montagnes et les déserts.

Mais, une fois les frontières fermées, on a constaté que des régions du Turkménistan, du Kirghizstan et du Kazakhstan n'étaient pas accessibles sans transit par des pays étrangers, qu'il existait donc de nombreuses périclaves, à côté des enclaves du Ferghana. Les Etats ont alors été confrontés à la nécessité d'unifier rapidement leurs espaces nationaux ; il était pour eux crucial d'avoir une assise territoriale suffisamment stable et cohérente pour assurer leur pérennité.

Ainsi, des travaux ont été engagés pour unifier à l'échelle nationale les réseaux ferrés, routiers et électriques. Toutes les Républiques ont remodelé les réseaux de transports, le degré de transformation dépendant largement des capacités d'investissement de chacun des Etats (moins importantes au Tadjikistan et au Kirghizstan).

LA FERMETURE DES FRONTIERES COMME FACTEUR DE TROUBLES

Les nouvelles frontières évoquées ont été matérialisées (barbelés, militarisation de l'espace de frontière) et les espaces étatiques sont devenus des entités géographiques de référence. Jusqu'aux années 1990, il existait en Asie centrale des régions partagées entre deux, voire trois républiques, telles que la vallée du Ferghana ou le Khorezm. La fonctionnalisation des nouvelles frontières affecte ces entités régionales préexistant à l'URSS. Dans ces régions, on

peut considérer qu'une partie des mécontentements politiques est lié à la fermeture des frontières.

LES DIFFERENTES VOIES DE DESENCLAVEMENT

A l'échelle internationale, le désenclavement de l'Asie Centrale est un enjeu majeur, alors même que la région est devenue en 1991 le cœur du plus vaste ensemble de pays enclavés. Instaurant des formes de dépendance politique, cette situation géographique rend les pays centre-asiatiques tributaires des pays de transit pour leurs échanges commerciaux. On peut examiner comment se manifeste spatialement la volonté de s'insérer dans l'espace mondial, via différentes voies de désenclavement :

1/ La voie de désenclavement par le Nord, via la Russie, héritée des périodes tsariste et soviétique, demeure un axe majeur, d'autant que les pays d'Asie centrale n'entretiennent pas de relations conflictuelles avec le Russie. Par ailleurs, depuis l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizstan, des flux de main-d'œuvre très importants sont polarisés par la Russie depuis la fin des années 1990. Sous différentes formes, on assiste donc, depuis les années 2000, à une réactivation de l'espace postsoviétique après une décennie de désintégration très forte.

2/ La voie de désenclavement orientale connaît un développement régulier, alors que la Chine devient un acteur économique et politique majeur en Asie centrale. Un oléoduc et un gazoduc approvisionnent désormais la Chine depuis le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan. Il est intéressant de constater que, du point de vue du monde turcophone, l'écrasante majorité des échanges entre l'Asie Centrale et la Chine s'opère à l'échelle régionale, avec le Xinjiang. Toutefois, à l'exception de quelques réseaux ethniques (ouïgours, kazakhs, kirghizes), les échanges ne reposent pas sur une organisation ethnique. Toutefois, ils tendent à structurer une entité régionale transfrontalière.

3/ La voie méridionale de désenclavement est dominée par l'Iran, du fait de la situation en Afghanistan et des intérêts iraniens en Asie centrale. Par ailleurs, Iran est avec Turkish Airlines l'une des principales compagnies aériennes étrangères desservant l'Asie centrale. L'Afghanistan est un cas à part. Dans le cadre de la guerre menée par les forces de l'OTAN, il faut souligner que plusieurs bases militaires occidentales ont été ouvertes en Asie centrale : des bases américaines (Kirghizstan), françaises (Tadjikistan), allemandes (Ouzbékistan).

4/ La voie occidentale, par le Caucase et par la Caspienne : cet axe de désenclavement est soutenu par les puissances occidentales, à travers le programme européen TRACECA, qui vise à développer un corridor de transport alternatif, évitant la Russie et l'Iran. L'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, de même que le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum, qui furent construits avec le soutien actif des Etats-Unis, relient également le bassin caspien au bassin méditerranéen et à la Turquie. De même que le projet de gazoduc Nabucco, ils visent à limiter l'influence de la Russie.

NE PAS SURESTIMER UNE DIMENSION DE SOLIDARITE CULTURELLE PANTURQUE

Pour conclure, Julien Thorez précise qu'il semble nécessaire d'appréhender avec prudence la dimension culturelle des relations économiques, politiques et géopolitiques qui se développent au sein du monde turcophone ou turcique. Les échanges qui se tissent au sein de cet ensemble

eurasiatique ne relèvent-ils pas davantage de logiques économiques et commerciales que de logiques ethniques et culturelles ?

Michel Sivignon remercie les deux intervenants de ces présentations et reprend la parole en citant De Gaulle : « *Vers l'Orient compliqué, je volais avec des idées simples* ». La citation illustre fort à propos l'intérêt du regard géographique sur les territoires turcs. Il précise combien on ne peut nier la complexité qui caractérise cet espace, constitué d'un empilement de constructions politiques. Même si celle de l'URSS disparaît, de nombreux éléments contradictoires ou hétéroclites résident. Il est vrai que les chemins de fer sont entrés en Asie Centrale sous l'empire tsariste, avant même l'Union soviétique en 1917.

Il serait effectivement disproportionné de mettre la part du culturel au premier plan dans les motivations des acteurs à s'y rendre. Pour lui, Istanbul est devenue une énorme métropole régionale depuis l'effondrement des pays d'Europe de l'Est à économie centralisée. Cela se traduit, par exemple, par la multiplication des lignes d'autobus, des vols aériens, mais aussi des échanges d'ampleur plus modeste (on fait ses courses transfrontalières, d'Ukraine à Istanbul). Le rayonnement international d'Istanbul est d'ailleurs visible dans son cosmopolitisme : certains individus, de premier ordre politiquement, ont des familles provenant de Sarajevo ou d'autres villes importantes de l'Europe balkanique ou de l'Europe de l'Est. De tels échanges, au début modestes, grossissent progressivement (Michel Sivignon les compare à des ruisseaux qui deviennent des rivières).

DEBAT

Michel Sivignon profite de l'ouverture du débat pour présenter à l'auditoire Dilnur Polat, étudiante ouïghoure francophone. La première question lui est adressée.

1/ Comment la langue ouïghoure est-elle enseignée et enseignée dans le Turkestan chinois ?

Dilnur Polat : Je souhaite d'abord répondre sur l'aspect culturel du commerce en Turquie. En ce qui concerne les Ouïghours, l'aspect culturel occupe une place très importante. Les Ouïghours jouent le rôle de pont linguistique entre la Chine et la Turquie : parlant à la fois turc et chinois, ils jouent le rôle d'interprètes. Ce même rôle est joué en Turquie, mais aussi en Azerbaïdjan, en Ouzbékistan, au Kirghizistan...

En fait, l'influence du commerce turc dans la région ouïghoure est de plus en plus importante depuis les années 2000. La turquisation du commerce est utilisée comme un argument politique : la population ouïghoure montre ainsi son mécontentement. Il y a donc un phénomène de multiplication des supermarchés turcs, souvent nommés « Istanbul ». Les Ouïghours n'achètent plus les produits chinois mais les produits turcs, notamment sur le plan alimentaire. Les commerçants chinois sont obligés d'apporter des produits turcs dans les rayons pour attirer les clients.

Concernant la langue ouïghoure, on peut dire que sa situation est assez emblématique de la situation actuelle de la région toute entière. C'est, en effet, une langue écrasée aujourd'hui. J'ai fait mes études en langue ouïghoure, mais l'enseignement supérieur s'est sinisé à partir des années 1990 : on a commencé à enseigner totalement en chinois dans les universités. A partir de 1995, une nouvelle loi sur l'éducation bilingue, déjà mise en place en Mongolie intérieure, a été étendue à la région ouïghoure. Le chinois est désormais enseigné comme la langue dominante dans les écoles ouïghoures. Avant, on l'apprenait deux heures par semaine, comme

une langue étrangère. Maintenant, les sciences dures sont enseignées en langue chinoise dans les collèges comme dans les lycées.

A partir de 2005, le gouvernement a commencé à collaborer avec des écoles kazakhes, pour étendre également l'enseignement en chinois. A partir de septembre 2007, toutes les écoles de langues mongole, kirghize, ouïghoure ont été fermées. Leur enseignement ne se fait plus qu'à partir de la quatrième année de l'école primaire, comme une langue étrangère, deux fois par semaine. C'est la fin de la langue ouïghoure. Avant, la presse et l'école constituaient deux sources importantes pour la langue ouïghoure. Mais dans dix ans, peut-être plus personne ne lira en ouïghour. On assiste à un renversement de la hiérarchie linguistique qui veut forcer la transformation identitaire.

Un autre auditeur demande à Dilnur Polat de nous faire partager quelques mots en ouïghour (difficilement transcriposables pour le rédacteur !). Stéphane de Tapia s'empresse de nous traduire les propos de Dilnur Polat... en turc ! Les auditeurs ont pu ainsi constater de la grande différence entre les deux langues.

2/ Quelle est l'importance d'Istanbul et d'Ankara dans l'espace turc ?

Stéphane de Tapia : D'abord une remarque : si l'on parle turc, on peut comprendre 40% du ouïghour.

Istanbul et Ankara jouent deux rôles très différents. Ankara est plus récente. Depuis que les islamistes modérés d'AKP ont été élus, Ankara est devenue plus centrale. C'est essentiellement une capitale administrative, qui joue un rôle mineur vis-à-vis de l'Asie Centrale - au-delà des délégations étrangères officielles. Cependant, il est certain que les noms des avenues ont une portée symbolique : il existe des rues ou avenues du Kazakhstan, Abay Kunanbayev à Ankara ou Salihli, ville où résident des Kazakhs originaires du Xinjiang. Elle concentre par ailleurs deux agences de coopération importantes, comme TİKA (aussi au Mali d'ailleurs, au grand dam des milieux panturquistes car l'islam se perd dans les sables du Sahara).

Cependant, sur le plan économique, Ankara est évidemment moins attractive ; j'en donne pour preuve la taille de son bazar, bien plus petit que celui d'Istanbul. Par ailleurs, Istanbul possède une charge symbolique plus grande, elle est aussi le lieu d'implantation de beaucoup d'éléments diasporiques. Elle rassemble le gouvernement ouïghour en exil, diverses associations d'Asie centrale, une somme d'intellectuels d'origine turkestanaise... Comparé à tout cela, Ankara gère « simplement » la question de l'espace national turc et la partie diplomatique.

Pour reprendre sur la question des agences de coopération TİKA (*Türk İşbirliği ve Kalkınma Ajansı*, qui signifie « Agence turque de Coopération et de Développement ») et TÜRKSÖY (qui signifie « le clan turc », mais en réalité c'est l'acronyme de *Türk Kültür ve Sanatlar Ortak Yönetimi*, c'est-à-dire « Administration commune des Arts et de la Culture turque »), je souhaiterais ajouter que ces deux agences effectuent en fait une gestion commune des affaires culturelles turciques. Il faut préciser que l'ancien président de TÜRKSÖY était Azerbaïdjanais (Polat Bülbüloğlu), tandis que le nouveau (Düsen Küseyinov) est Kazakh. Les représentants de ces République vivent à Ankara. Cela dit, leur présence a peu de visibilité et n'est guère perçue par le Turc moyen. TİKA a développé une politique de coopération technique et culturelle importante, dont les résultats sont parfois intéressants, mais on lui reproche souvent

son manque de lisibilité et des objectifs trop instables. L'effort porte aujourd'hui plus sur l'Afrique musulmane ou le Moyen-Orient arabe que sur l'Asie centrale.

Julien Thorez : Istanbul constitue une porte vers l'Europe. D'un point de vue purement pratique, une partie importante des échanges se fait par *turkish airlines* via Istanbul. Mais la ville est également une importante place marchande où les commerçants centre-asiatiques s'approvisionnent en biens de consommation courante. Par ailleurs, à la faveur de l'essor des nouvelles élites et des nouvelles classes moyennes, la Turquie tend à devenir une destination touristique. Antalya est ainsi desservie depuis Tachkent et surtout Almaty, sans toutefois que cette dimension nouvelle de la relation entre l'Asie centrale et la Turquie ne prenne l'ampleur du flux touristique existant entre la Russie et la Turquie. Il faut aussi souligner que les relations diplomatiques entre la Turquie et plusieurs pays d'Asie centrale sont médiocres, du fait notamment que la Turquie accueille des émigrés politiques d'Asie centrale. Aussi le Turkménistan et l'Ouzbékistan ont-ils quitté l'assemblée parlementaire des pays turcophones.

3/ Y a-t'il une émigration de travailleurs à partir de l'Asie centrale vers la Turquie ?

Stéphane de Tapia : C'est aujourd'hui très exactement le contraire, même si persiste une immigration, souvent irrégulière, peu documentée, de Centrasiatiques vers la Turquie. Dans les années 1990, le commerce à la valise s'est grandement développé. Les changements sont visibles à Istanbul : du jour au lendemain, les devantures des magasins passent au russe, à l'arménien, au géorgien... On dénote une grande fluidité du commerce turcophone. Cependant, la présence chinoise est de plus en plus évidente à Istanbul. Finalement, les migrations consistent essentiellement en des migrations d'étudiants ; il est frappant de voir comment les jeunes Kirghizes et Kazakhs apprennent le turc en trois mois et le parlent parfaitement !

A l'inverse, les premiers pays turcs d'immigration sont l'Irak et l'Afghanistan (chantiers de reconstruction), l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan (chantiers pétroliers) ou la Fédération de Russie. Mais il y a parfois de graves conflits entre ouvriers turcs et kazakhs. 260 travailleurs turcs ont dû être rapatriés par avion d'un chantier pétrolier de Tengiz (près de la Caspienne) après une rixe gigantesque. La raison du conflit n'est pas claire ; on a accusé pêle-mêle la politique salariale de l'entreprise turque et des discriminations entre employés, les comportements des ouvriers turcs face à la population locale, féminine en particulier, la concurrence déloyale d'entreprises américaines ou européennes et même... les agences américaines de renseignements (!) de jouer un double jeu pour mettre la zizanie entre Kazakhs et Turcs.

Cependant, plusieurs milliers de travailleurs turcs résident en permanence dans les grandes villes et sur les chantiers du bâtiment et de travaux publics (BTP) d'Asie centrale. Quoique la présence turque y soit discrète, on peut toujours y acheter des articles de confection (par exemple un magasin *Istanbul* vu à Almaty), y trouver cafés (Marmara, Kapadokya vus à Tachkent), restaurants (Altynsaray vu à Bichkek), mais aussi facilement des produits alimentaires « made in Turkey » dans des centres commerciaux modernes (Ramstore, Mirstore, visités à Tachkent, Bichkek ou Almaty)... mais aussi de grands hôtels comme Dedeman à Tachkent ou Okan à Almaty).

Une anecdote emblématique autour du cas d'un arrêt dans un minibus entre Bichkek et Almaty. Le relais fonctionnait comme une entreprise turque, et arborait les deux drapeaux (turc et kazakh), avec dix camions immatriculés en Turquie (Ankara, Istanbul, Mersin...) alignés devant la station-service. Salutations échangées en turc avec le patron de toute

évidence anatolien, mais aussi un passager du minibus originaire de Meskhétie (population déportée par Staline dans les années 1940). La présence turque est donc visible en Asie centrale, mais en même temps, cette situation est totalement nouvelle. Aujourd'hui, on ne sait pas ce qui va se produire. La Turquie n'est pas une grande puissance économique, elle n'est donc pas attractive sur ce plan.

En fait, il y a eu déception par rapport aux représentations que les cousins turcophones se forgeaient les uns les autres. Finalement, les liens se construisent moins via des conventions étatiques, que par citoyens interposés (mariages mixtes entre étudiants, commerçants, investisseurs).

4/ Quel est l'axe diplomatique adopté par la Turquie vis-à-vis de la Chine, joue-t-elle le rôle d'intermédiaire auprès de l'Asie Centrale ? La Turquie semblait récemment plus claire dans ses messages de soutien.

Stéphane de Tapia : Finalement, la Turquie n'est pas claire du tout. On voit la mise en place d'une diplomatie multi-vectorielle, en réaction aux rebuffades de l'Union Européenne. L'AKP au pouvoir joue la carte de la Syrie, de la Palestine, de l'Iran... Mahmoud Ahmadinejad s'est rendu à Istanbul sans passer par Ankara et surtout se rendre au mausolée d'Atatürk, au grand dam des kémalistes et des laïcistes turcs (alors que Hussein Barak Obama a insisté pour se recueillir sur la tombe d'Atatürk : on insiste beaucoup en Turquie sur le premier prénom du Président américain). La visite du Président iranien était impressionnante : des milliers de personnes hurlaient *Allah'u Akbar* (« Dieu est grand ») au passage du Président qui a tenu à assister à la prière du Vendredi dans la mosquée Sultan Ahmet (celle que les agences touristiques nomment la Mosquée bleue). On constate que l'Islam est bel et bien un ciment culturel que pourraient privilégier les Turcs.

De plus, on sent certes une émotion vis-à-vis des Ouïghours, mais celle-ci n'est pas générale. Lors de la mise d'une manifestation de rue, les passants se demandaient « mais qui sont ces Chinois ? ». L'histoire de cousins torturés ou réprimés par la Chine n'intéresse que peu l'opinion publique, au-delà des milieux nationalistes. En effet, tout ce qui concerne la relation entre la Turquie et ses « cousins » (finalement plus que « frères ») a pendant longtemps été le discours privilégié de l'extrême-droite fascisante et largement ignoré du reste du monde politique. La coloration politique de ces questions reste assez forte. On ne peut être qu'un « Loup gris » si l'on s'intéresse au sort des Ouïghours. Que sont les Loups Gris ? Ils appartiennent au Parti du MHP, Parti de l'Action nationaliste (branche politique très dure). Dans les années précédant le coup d'Etat, 5.000 étudiants de droite et de gauche ont été victimes des commandos d'extrême-droite (plus tard aussi au Kurdistan où ces militants ont souvent été recyclés dans les forces parallèles de sécurité). Il est donc difficile pour des populations telles que les Ouïghours de « remonter la pente » dans l'estime des Turcs comme de l'opinion publique internationale, alors qu'ils ne disposent pas d'une personnalité charismatique, à l'image du Dalai Lama pour les Tibétains.

Julien Thorez : les pays d'Asie Centrale font partie de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OSC), à l'exception du Turkménistan. Cette organisation supra-étatique vise à accroître la sécurité régionale et à lutter contre l'islamisme et le séparatisme, notamment ouïgour. Mais tout en étant vigilants à ce que les communautés ouïgoures ne soient pas le terreau des mouvements nationalistes, les Etats d'Asie centrale leur reconnaissent une existence officielle. Par exemple, les Ouïghours ont des représentants à l'Assemblée des

peuples du Kazakhstan, instance consultative rassemblant l'ensemble des nationalités recensées dans le pays.

5/ Combien y a-t'il de turcophones en tout ?

Stéphane de Tapia : 150 à 160 millions de turcophones, tous statuts confondus.

6/ Sur la question de l'activation des frontières des nouveaux pays de l'Asie Centrale :

- Tous ces pays présentent des minorités turcophones des pays voisins. Quel effet a eu cette activation des frontières sur ces minorités désormais isolées dans ces pays dont elles ne sont pas éponymes ?

- Les frontières ont-elles posé des problèmes aux nomades ou aux populations habituées à faire de la transhumance dans ces régions ?

Julien Thorez : Pour répondre à la première question, ces populations ont vu leur statut fortement évolué puisqu'elles s'apparentent désormais à des minorités, souvent en Asie centrale qualifiées de « diaspora » dans les discours politiques et scientifiques. Par ailleurs, il existe au Kazakhstan et au Kirghizstan des politiques étatiques qui visent au rapatriement des minorités co-ethniques de l'étranger (Kazakhs de Mongolie, de Chine, etc.). Ces Etats mettent en œuvre des programmes pour inciter les populations kazakhes et kirghizes à rentrer dans leur « patrie historique ». La plupart des Etats accordent également un soutien à « leurs » minorités co-ethniques de l'étranger, à travers des programmes d'aide aux écoles et aux écoliers (aide à la publication de manuels scolaires en langue nationale, etc.).

Dans le même temps, on assiste à de recompositions identitaires. Si, au début des années 1990, les Ouzbeks du Ferghana vivant au Kirghizstan croyaient pouvoir compter sur un soutien ferme de l'Etat ouzbékistanais, ils sont désormais conscients qu'ils apparaissent à ses yeux comme des ressortissants étrangers, bien qu'Ouzbeks.

Concernant la seconde question, on peut considérer que les populations nomades d'Asie centrale (les Kazakhs, les Kirghizes, les Turkmènes) se sont et ont été sédentarisées au cours des périodes tsariste et soviétique, même s'il reste encore des mouvements pastoraux. Finalement, l'activation des nouvelles frontières a moins touché les populations anciennement nomades que celles des piémonts du sud de l'Asie Centrale (Ferghana) où la transhumance s'est largement interrompue. Alors que les troupeaux du cœur de la dépression du Ferghana, située en Ouzbékistan, se déplaçaient traditionnellement vers les pâturages situés du Kirghizstan, les troupeaux ne peuvent plus estiver dans le Tian-Chan et le Pamir-Alaï ... Il y a donc des formes de reconversion dans d'un élevage stationnaire dans cette région d'Ouzbékistan, associées au développement des cultures fourragères. Cette mutation fait partie des arguments qui poussent à penser la transformation postsoviétique comme un moment de bouleversement territorial, comme une « transition territoriale ».

Michel Sivignon : Par ailleurs, on peut parler d'une véritable matérialisation de la frontière, à travers des fils de fer barbelés, la présence de militaires... Paradoxalement, on sait que du côté ouzbèke, il y a des Ouzbèkes tout comme il y a des Ouzbèkes de l'autre côté de la rivière. Ce sont des cousins au sens propre, ils sont souvent de la même famille ! J'ai une anecdote intéressante à vous raconter, sur ce statut de la frontière. Sous les barbelés, il peut très bien y avoir un trou rond d'un mètre de diamètre. Sans tenir compte du factionnaire, une mère de

famille peut rassembler ses jupes, passer par le trou et ainsi rendre visite à son cousin. Pendant ce temps, le soldat fait celui qui ne voit rien... Cette anecdote nous interroge : qu'en est-il de la légitimité de la façon dont ont été faites ces frontières ? De la légitimité de l'activation de ces frontières par les Etats ? (Même si parfois, ce grand mot d'activation se résume à mettre des barbelés). Finalement, l'activation est quelquefois transgressée tant que cela reste possible, notamment pour célébrer les fêtes, les grands événements de la vie... Mais il est inutile de donner dans un exotisme trop grand : cela se produit aussi sur la frontière Grèce/Bulgarie. La « frontière » est un mot abstrait, mais elle a des traductions très concrètes localement.

Julien Thorez : Pour aller dans le sens de M. Sivignon, on assiste à une révolution des stratégies matrimoniales dans la vallée du Ferghana. Jusqu'aux années 1990, les populations s'affranchissaient complètement des limites frontalières ; mais aujourd'hui, leurs pratiques sont davantage en conformité avec la carte politique. L'on assiste donc à un phénomène de disjonction socio-spatiale lié à la fonctionnalisation des frontières.

7/ Comment l'activation des frontières affecte-t-elle les relations avec la Turquie ? Pourriez-vous préciser le rôle des discontinuités spatiales en Asie Centrale, avec leurs effets géographiques ?

Julien Thorez : J'ai évoqué dans mon intervention la fermeture des nouvelles frontières, des frontières internes à l'Asie Centrale. Ce processus contraste avec l'ouverture croissante des frontières extérieures, lesquelles étaient hermétiques durant l'essentiel de la période soviétique. A propos des dynamiques territoriales internes à l'Asie Centrale, on peut parler d'un phénomène de cloisonnement, d'un morcellement des entités régionales interétatiques comme le Ferghana. Ce sont des processus très originaux, comparés aux dynamiques archétypiques de la « mondialisation », puisque cette dernière s'accompagne classiquement de formes de régionalisation. Si les pays tendent à s'intégrer dans l'espace mondialisé à l'échelle régionale, on assiste à des formes de désintégration, notamment parce qu'au cours des vingt dernières années, les frontières sont devenues des barrières.

Il faut toutefois souligner que l'activation des nouvelles frontières s'accompagne de l'essor des inégalités territoriales. Dans ce contexte, les acteurs centre-asiatiques exploitent les différentiels frontaliers, de sorte qu'apparaissent de nouvelles mobilités commerciales et des nouveaux flux migratoires. Des travailleurs ouzbékistanais migrent ainsi vers le Kirghizstan et le Kazakhstan, notamment au moment de la récolte du coton. Pour un travail comparable, les ouvriers agricoles peuvent en effet espérer un revenu deux à trois fois supérieur à celui perçu en Ouzbékistan.

Pour résumer mon propos sur les discontinuités en général, je dirais que l'on est passé d'une situation de frontières non fonctionnalisées, exerçant une faible influence sur la structuration des flux et l'organisation de l'espace, à des structures territoriales fortes qui bordent des espaces nationaux devenus les entités géographiques, économiques et politiques de référence.

Stéphane de Tapia : Quand il s'agit de l'avion, les relations entre Turquie et Asie centrale ne posent aucun problème. *Turkish Airlines* constitue la première compagnie implantée en Asie Centrale ; et tous les jours, des avions de Russie ou de Sibérie (Tobolsk, Omsk, Krasnoïarsk !) atterrissent sur la piste d'Istanbul, comme les compagnies azéries, ouzbèkes ou kazakhstanaïses.

Là où la situation se complique, c'est à propos des frontières terrestres. Il faut savoir que les seuls camions étrangers en Asie centrale sont des camions turcs, parfois iraniens. Les transporteurs turcs sont très puissants et animent les routes entre Stockholm et Londres à l'ouest, Almaty, parfois Korgosh et la Chine à l'Est. Le seul grand verrou sur la route terrestre est le verrou arménien. Pour passer sur l'Asie centrale, l'on est forcé de passer par le Caucase, or la voie y reste étroite par la Géorgie et l'Azerbaïdjan.

Finalement, il existe une solution qui consiste à passer par l'Iran et ressortir par l'Azerbaïdjan, ou par Machhad pour aller sur Achkabad par la frontière irano-turkmène. Mais les camionneurs iraniens (ou les autorités) ne s'entendent pas nécessairement très bien avec les Turcs. Ainsi, le gouvernement iranien a-t-il un jour convoqué l'ambassadeur de Turquie parce que les photographies de filles passablement déshabillées, dans les cabines des camions turcs, heurtaient la sensibilité des douaniers et policiers iraniens ! Plus généralement, la route la plus directe passerait par l'Arménie (voie de l'Araxe), mais cela reste pour l'instant inenvisageable. L'autre route emprunte Rostov-sur-le-Don (Rostov na Donu) et Krasnodar pour passer par la Caspienne, mais cela représente des milliers de kilomètres de détour.

Enfin, il faut évoquer le jeu très compliqué des visas. La Turquie a supprimé le visa pour les Irakiens, Syriens, Libanais... c'est une sorte de réponse ironique à l'Union européenne, qui souhaitait précisément la décision opposée. Le problème est que, lorsque l'on surajoute des frontières, on se retrouve avec une frontière internationale toutes les centaines de kilomètres (le problème se pose d'ailleurs depuis l'explosion de la Yougoslavie). Or, cela comporte de nombreux inconvénients car cela signifie une multiplication des formalités administratives, des papiers, des pourboires (le « bakhchich », en turc *bahşış*, est un pourboire et non une corruption) ou de la corruption (en turc *rüşvet*). Cela fait perdre du temps (et de l'argent) aux transporteurs, aux touristes...

Le même cas de figure se retrouve sur les frontières Syrie/Turquie ou Iran/Turquie. En 1989, lors de la construction d'un poste frontalier au village de Sarp, des grand-mères géorgiennes ont pu faire connaissance avec leurs petits-enfants turcs ! C'est un exemple de frontière internationale qui vient de se rouvrir.

Par ailleurs, il existe différents projets de l'UNESCO, de l'ONU, des Américains pour réactiver la Route de la Soie. Cela annonce d'intéressants cas de figure de réouvertures de frontière, avec tous les bémols que cela comporte.

Julien Thorez : Pour réagir sur la question des mobilités et des enclavements, je voudrais souligner que l'un des problèmes fondamentaux de l'axe occidental de désenclavement est la succession de frontières et de rupture de charges liée à la traversée de la Caspienne. Les droits de douane peuvent être très forts, et les Etats peuvent exploiter du jour au lendemain leur situation de pays de transit dans le cadre de leurs relations avec les Etats voisins.

Par ailleurs, il faut être prudent sur les effets géographiques, économiques et politiques des grands corridors de transport trancontinentaux. Entre l'Asie orientale et l'Europe occidentale, ce sont à l'évidence les échanges maritimes qui priment. Par la voie maritime, les temps de transit sont relativement courts (22 jours pour relier Shanghai à Rotterdam), la capacité de transport est très supérieure à celle des transports routier et ferroviaire et les coûts de transport sont moindres. La voie centrasiatique, qui tente de réactiver la « route de la Soie », constitue plutôt un mythe géographique, important sur le plan des représentations ; ayant développé une

doctrine fondée sur l'Eurasisme, le Kazakhstan en joue, comme « pays pont » entre Orient et Occident.

8/ S'est-il créé une coopération entre les grands pays d'Asie Centrale sur les problèmes de l'eau, ou y a-t-il une réticence à la coopération régionale ?

Julien Thorez : Il est intéressant de faire un point sur la question de la répartition des ressources hydriques en Asie centrale, alors même que l'Aral continue de se rétracter : du temps de l'URSS, il y avait des agences de bassin (Amou Daria, Syr Daria) qui étaient chargées du partage des ressources, des quotas étant attribués aux différentes républiques. Dans ce cadre, le régime d'exploitation des barrages situés au Kirghizstan et au Tadjikistan privilégiait l'irrigation dans les républiques situées en aval (Ouzbékistan, Turkménistan, Kazakhstan) au détriment de la production énergétique. Ces agences et ces principes de répartition ont été maintenus. Toutefois les tensions inter-étatiques sont fréquentes, d'autant que la question de l'eau est liée à celle des échanges énergétiques. Régulièrement les Etats s'accusent de ne pas respecter les règles d'attribution de l'eau. Pourtant, en raison du rôle fondamental de l'irrigation dans l'agriculture centre-asiatique et des formes d'imbrications qui existent du fait de l'inadéquation entre les réseaux et les frontières, il existe à propos de la gestion de l'eau comme une intégration forcée. Les bassins-versants de l'Amou Daria et du Syr Daria sont partagés entre plusieurs Etats ; l'approvisionnement de plusieurs régions dépend de canaux dont la prise d'eau est située dans un pays étranger (régions de Karchi, de Boukhara en Ouzbékistan, région de Dashowuz au Turkménistan, etc.). Les Etats sont donc contraints de coopérer. Il n'en demeure pas moins que de forts contentieux peuvent opposer les pays amont et les pays aval. En ce moment, les relations entre le Tadjikistan et l'Ouzbékistan sont ainsi affectées par la volonté des autorités tadjikistanaises d'achever la construction du barrage de Rogun, sur le Vakhch. Cette infrastructure doit permettre au Tadjikistan de combler son déficit énergétique. Pour l'Ouzbékistan, ce projet apparaît à l'inverse comme une menace sur ses approvisionnements depuis l'Amou Daria à tel point que les autorités de Tachkent mènent une campagne internationale contre le projet tadjikistanais.

9/ Quelle est la destination des migrants d'Asie Centrale ? Y a-t-il un fantasme envers le mode de vie occidental ?

Julien Thorez : Il importe de distinguer plusieurs vagues d'émigration : l'émigration des populations « russophones » et l'émigration des populations « turkestanaises ». La première vague d'émigration a précédé la disparition de l'URSS, a connu une intensité maximale au début des années 1990. Depuis, son importance se réduit, alors même que la part des populations « russophones » a rapidement décru dans la population centre-asiatique. Ce flux composite est le fait de migrations définitives, polarisées par les « patries historiques », aux premiers rangs desquelles la Russie, qui a attiré la majorité des migrants, l'Allemagne, Israël, l'Ukraine, la Grèce, et par les pays développés d'Europe et d'Amérique du Nord. Les Juifs boukhariotes ont ainsi migré de façon privilégiée en Israël mais surtout aux Etats-Unis, où une importante communauté est implantée à New York.

Depuis la seconde moitié des années 1990, un second flux fait de l'Asie centrale une région d'émigration. Des migrations de main d'œuvre se sont développées entre le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan, d'une part, et la Russie et le Kazakhstan, d'autre part. 95% des migrants du Tadjikistan vont ainsi vers la Russie. L'accessibilité de l'ancienne métropole (se rendre en Russie ne requiert aucun visa), les besoins de main d'œuvre de la Russie liés à la forte croissance économique des années 1990, ainsi que le passé commun expliquent

l'orientation de ce flux inédit. Parallèlement, des Etats centre-asiatiques ont passé des accords portant sur la fourniture de main d'œuvre avec des pays du golfe persique et avec des pays asiatiques, tandis que les pays occidentaux, bien peu accessibles, exercent également une attraction réelle. Ces destinations apparaissent toutefois secondaires par rapport aux flux qui structurent l'espace post-soviétique.

10/ Peut-on parler de diasporas pour les populations turcophones ?

Stéphane de Tapia : Dans la migration turque, les Turcs ayant hérité de l'Empire ottoman, on a affaire à des populations tellement variées qu'elles intègrent des éléments de diasporas anciennes et récentes (par exemple : ouïgoure, kurde, arménienne). Mais sur le fond, les populations turcophones ne fonctionnent pas en diaspora, elles adoptent un autre fonctionnement : pour assurer la continuité territoriale, elles utilisent des réseaux sociaux traditionnels recomposés. Elles définissent des espaces en archipel, de « continuité territoriale discontinue » (où l'appartenance au groupe prime sur l'appartenance au territoire), même si à l'intérieur du champ migratoire turc, on rencontre beaucoup de segments de diasporas archétypales (par exemple juive et arménienne).

Compte-rendu par Marlène Bouvet, relu et amendé par les intervenants et Bénédicte Tratnjek pour le Comité de rédaction des Cafés géographiques.

Pour aller plus loin sur les territoires turcs sur le site des Cafés géo :

Sur la Turquie :

« [La Turquie entre quatre mondes](#) », Café géo avec Stéphane de Tapia, 19 février 2007.

« [Que savons-nous de la Turquie et des Turcs ?](#) », café géo avec Géraud Pouramède et Michel Carmona, 14 décembre 2004.

« [En Turquie, où passe la frontière de l'Europe ?](#) », café géo avec Stéphane de Tapia, 2 février 2005.

« [Arrêtons de caricaturer la géographie pour exclure la Turquie de l'Europe !](#) », *Vox geographi*, Eric Glon et Patrick Picouet, 4 janvier 2005.

« [La Turquie enfin dans l'Europe !](#) », *Lettres de Cassandre*, n°28, Pierre Gentelle, 28 septembre 2005.

« [Le nouvel oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan : quels impacts pour la Turquie et l'Union européenne ?](#) », café géo avec Stéphane de Tapia, 5 octobre 2007.

« [La Turquie a-t-elle déjà intégré l'Union européenne ?](#) », café géo avec Benoît Montabone, 21 janvier 2009.

« [Repas turc](#) », *Des repas*, repas organisé par Christian Boudan et Michel Sivignon, 26 avril 2007.

Sur l'Asie centrale :

« [Turbulences en Asie centrale](#) », café géo avec Sonia Jédidi, 25 janvier 2006.

« [La Caspienne au cœur de nouveaux enjeux](#) », café géo avec Jean Radvanyi, 5 décembre 2007.

Sur le Turkménistan :

« [Carte postale d'Achgabat](#) », *Carte postale*, Cécile Gintrac, 16 juin 2006.

« [Le Turkménistan, une dictature gazière](#) », *Brèves de comptoir*, Alexandra Monot, 19 mars 2007.

« [Turkménistan. Un destin au carrefour des empires \(Sébastien Peyrouse\)](#) », compte-rendu de lecture, Jean-Philippe Rugal, 12 novembre 2007.

Sur l'Ouzbékistan :

Les Cafés géo ont effectué un voyage en Ouzbékistan à l'été 2004 et ont publié à l'occasion de nombreux textes (disponibles dans la rubrique « [Les voyages](#) », à la section « Souvenirs d'Ouzbékistan ») :

« [Le journal de bord en Ouzbékistan : 1\) Un pays aride aux paysages irrigués verdoyants !](#) », Alexandra Monot, dimanche 21 novembre 2004.

« [Le journal de bord en Ouzbékistan : 2\) Une ancienne civilisation urbaine](#) », Alexandra Monot, vendredi 24 septembre 2004.

« [Le journal de bord en Ouzbékistan : 3\) L'un des derniers rideaux de fer de la planète](#) », Alexandra Monot, vendredi 24 septembre 2004.

« [L'habitat en Ouzbékistan](#) », Edith Bomati, 24 septembre 2004.

« [Musée d'Afrosiab : "La barque"](#) », Marie-Hélène Gassend, vendredi 24 septembre 2004.

« [Les rats dans la médersa](#) », Gilles Fumey, vendredi 24 septembre 2004.

« [Zones de désert irrigué](#) », Edith Bomati, vendredi 24 septembre 2004.

« [Chant des Cafés géo en Ouzbekistan](#) », Les Cafés géo, vendredi 24 septembre 2004.

« [Sur la Route de la soie : un Café géo nomade en Ouzbekistan](#) », café géo avec Pierre Gentelle, jeudi 16 septembre 2004.

« [Cartes et bibliographie](#) », dossier des Cafés géo, mardi 10 août 2004.

« [Pas de touriste sans turista ? Pour une géographie réellement vécue du voyage](#) », Olivier Milhaud, mardi 10 août 2004.

On retrouvera également sur l'Ouzbékistan :

« [Carte postale d'Ouzbékistan](#) », *Carte postale*, Jean-Marc Pinet, 31 mars 2006.

« [Ouzbékistan. La croisée des chemins \(Catherine Poujol\)](#) », compte-rendu de lecture, Jean-Philippe Raud Dugal, 12 novembre 2007.

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net